

Changement climatique, épuisement des ressources et pollution : quels sont les menaces et défis ?

Le changement climatique est pour nous la principale menace. Les conséquences seront importantes. Il entraînera, par exemple, la fonte des glaciers, une baisse d'attractivité du paysage et un écoulement modifié de l'eau, car la fréquence et la quantité des précipitations saisonnières changeront. Pour la Suisse, le défi est de s'investir de manière globale dans la recherche de solutions et de prouver au niveau national que les mesures sont rentables.

Quelles sont vos ambitions au niveau des projets verts ?

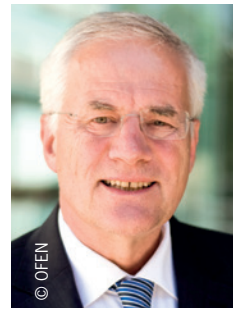
Notre ambition est la modification progressive du système énergétique, de veiller à ce que l'approvisionnement en pétrole, en électricité et en gaz reste élevé tout en atteignant nos objectifs en matière d'économie. Dans le cadre de la concurrence internationale, la sécurité énergétique constitue un atout, notamment pour les entreprises du secteur informatique, qui disposent de centres de recherche et de bases de données, mais également pour les prestations qui dépendent d'un approvisionnement constant en énergie. La consommation énergétique doit baisser sans surréglementation. Nous voulons définir avec le secteur économique des voies profitables pour la Suisse.

Efficacité énergétique et énergies renouvelables : comment optimiser ?

Optimiser signifie améliorer l'efficacité. Les objectifs et les méthodes diffèrent en fonction des secteurs. Nous voulons, par exemple, encourager la baisse de la consommation des véhicules neufs en collaboration avec l'UE. Pour les nouvelles constructions, nous souhaitons modifier les prescriptions avec les cantons afin d'augmenter à moyen terme le nombre de maisons à énergie positive, c'est-à-dire de bâtiments qui produisent un surplus d'énergie. C'est dans cette voie que nous nous engageons avec le Programme Bâtiments des cantons. Aujourd'hui, un tiers du produit de la taxe sur le CO₂ y est consacré. Il faudra cependant des décennies pour que le parc immobilier suisse atteigne un meilleur niveau énergétique. Car actuellement, le taux de rénovation s'élève seulement à 1%. Nous souhaitons doubler ce chiffre dans les cinq à dix prochaines années. Pour cela, il faut plus d'experts ainsi que de nouvelles technologies. Jusqu'à présent, l'accent était mis sur des normes volontaires. A côté des investisseurs, il existe de nouveaux acteurs, par exemple les caisses de pension, qui réfléchissent à la façon de financer le Contracting pour que les mesures énergétiques deviennent rentables. Un fonds vient d'être créé. La compétitivité de l'industrie et des prestataires de services doit être renforcée en exonérant les entreprises de la taxe sur le CO₂, mais également du supplément sur les coûts de transport du réseau pour le financement de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) à condition qu'elles acceptent de réduire leur consommation d'électricité et d'énergie.

Economie verte : quelles ont été les ambitions et quels sont les résultats ?

A la fin des années 1940, mon grand-père était là lorsque la Suisse a décidé d'améliorer la qualité des eaux qui, à l'époque, étaient très polluées. Aujourd'hui, nous pouvons nous baigner dans toutes les rivières et les lacs. Mon but est de surfer sur une vague « propre » similaire, une vague Cleantech. Dans le domaine de l'énergie, les efforts en ce sens ont débuté dans les années 1970, à la suite de la crise du pétrole. Ces efforts ont connu une accélération suite à la discussion sur l'énergie nucléaire. La Suisse réfléchit aujourd'hui à ce qu'elle veut faire de son énergie nucléaire. En tant que pays industriel, nous sommes privilégiés, car il existe des pays où l'accès à l'énergie n'est pas encore garanti pour une large partie de la population. Ces pays ont un peu plus de mal que nous à poursuivre des objectifs écologiques, car la politique sur le CO₂ est à 80% une politique énergétique. Une taxe intelligente sur le CO₂ ou sur l'énergie doit contribuer à encourager le changement. En tant qu'économiste, je privilégie les taxes incitatives, qui ont pour effet un changement de comportement. Introduire de telles mesures dans une démocratie directe n'est pas une tâche facile. Ce changement prendra des années. Les représentants qui exigent une augmentation du prix de l'essence de 10 francs par litre freinent ce processus. Nous n'obtiendrons pas le soutien d'une majorité de la population avec de telles mesures. ■



Walter Steinmann
Directeur de l'Office fédéral
de l'énergie (OFEN)
par Andreas Valda

immodossier

«Une taxe intelligente sur le CO₂ ou sur l'énergie doit contribuer à encourager le changement.»